

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
NUMERIQUE, DES POSTES ET DE  
LA TRANSFORMATION DIGITALE**

-----

**SECRETARIAT GENERAL**

-----

**AGENCE NATIONALE DE  
PROMOTION DES TIC**

-----

**Projet e-Burkina**



Burkina Faso  
Unité – Progrès – Justice  
-----

## **TERMES DE REFERENCE**

MISE EN PLACE D'UN MODELE DE SIMULATION DES  
EFFETS DU NUMERIQUE SUR LES SECTEURS  
ECONOMIQUES AU BURKINA FASO

**Septembre 2021**

# Table des matières

<b>I. Contexte et justification</b> .....	3
<b>II. Objectifs de l'étude</b> .....	4
<b>1. Objectif global</b> .....	4
<b>2. Objectifs spécifiques</b> .....	4
<b>III. Résultats attendus</b> .....	4
<b>IV. Délai d'exécution</b> .....	5
<b>V. Livrables attendus</b> .....	5
<b>VI. Profil du consultant</b> .....	5
<b>VII. Tâches du consultant</b> .....	6
<b>VIII. Intrants fournis par le bénéficiaire</b> .....	7
<b>IX. Suivi de l'étude</b> .....	7
<b>X. Financement</b> .....	8

## **I. Contexte et justification**

L'économie mondiale est en pleine mutation en raison de la diffusion rapide des nouvelles technologies numériques. Cette situation a des implications importantes sur le développement durable. La numérisation croissante des économies et des sociétés crée de nouveaux moyens de répondre aux problèmes de développement mondiaux (CNUCED 2020). Selon la Banque mondiale, l'économie numérique mondiale représentait en 2016, 11 500 milliards de dollars, soit 15,5 % du produit intérieur brut (PIB) mondial et ce chiffre devrait atteindre 25 % à l'horizon 2025. Cette tendance mondiale semble se vérifier aussi au Burkina Faso.

En effet, les technologies de l'information et de la communication sont devenues incontournables dans le paysage socio-économique du Burkina Faso. Leur influence sur la création de la richesse nationale et sur les autres secteurs de l'économie est devenue manifeste. A ce jour, le pays ne dispose pas de système permettant d'apprécier la contribution et l'impact des TIC sur les secteurs économiques du Burkina Faso. Cette insuffisance a été relevée lors des premières assises sur l'économie numérique qui se sont tenues les 5, 6 et 7 novembre 2015. Aussi, les modèles économiques utilisés dans le pays (IAP, T21, PAMS) ne permettent pas d'apprécier suffisamment la contribution globale de l'économie numérique.

Parmi les attributions du ministère en charge du numérique figure la conduite d'études nécessaires à la mise en œuvre et au suivi de la politique du gouvernement en matière d'économie numérique et des postes. L'accomplissement de cette mission est subordonné à une meilleure connaissance de l'apport du secteur à la richesse du pays.

C'est pourquoi, il est impératif de mettre en place un modèle de simulation qui permettra d'estimer de façon systématique la contribution des TIC et de comprendre les interactions des TIC avec les autres secteurs économiques. En effet, la décision publique a besoin d'outils pour estimer l'impact, sur le secteur des TIC, des changements de politique ou d'environnement économique ainsi que l'impact du développement des TIC sur les autres branches économiques. Face à la nécessité de prendre des décisions en toute objectivité, le recours aux méthodes quantitatives est indispensable et parmi celles-ci la modélisation économique occupe une place de choix. Un tel outil permettra de faire un plaidoyer efficace dans la mobilisation des ressources en faveur du secteur et permettra de positionner les TIC comme un facteur essentiel dans l'atteinte des Objectifs de développement durable, comme le reconnaît les Nations Unies.

D'autre part, la nomenclature actuelle du système national de comptabilité tirée de celui proposée par la Division des Nations Unies ne permet pas d'évaluer avec précision l'apport du secteur dans la production de richesse au Burkina Faso.

En vue de corriger ce besoin d'informations, il est envisagé le recrutement d'un Consultant ; d'où les présents termes de références.

## **II. Objectifs de l'étude**

### **1. Objectif global**

L'objectif global de la mise en œuvre de cet outil est de mesurer la contribution du numérique à l'économie du Burkina Faso.

### **2. Objectifs spécifiques**

Pour atteindre cet objectif global, les objectifs spécifiques suivants sont poursuivis :

- mesurer la part du numérique dans le PIB du Burkina Faso ;
- estimer l'impact du numérique sur les variables macroéconomiques (emplois, investissements, consommation,..) ;
- simuler l'impact du numérique sur certaines branches (agriculture, élevage, mine,...) ;
- simuler l'effet de chocs exogènes sur le numérique ;
- proposer un dispositif de mise en œuvre du modèle ;
- proposer un dispositif de suivi-évaluation ;
- simuler la contribution du numérique à la croissance économique ;
- évaluer les besoins de formation et de logistique pour alimenter le modèle ;
- former des utilisateurs potentiels à la manipulation du modèle.

## **III. Résultats attendus**

Les résultats attendus sont :

- la part du numérique dans le PIB est mesurée ;
- l'impact du numérique sur les variables macroéconomiques est estimé ;
- l'impact du numérique sur certaines branches de l'économie est simulé ;
- l'effet de chocs exogènes sur le numérique est estimé ;
- la contribution du secteur du numérique à la croissance économique est estimée ;
- Une démarche méthodologique détaillée présentant le modèle théorique, le modèle empirique ainsi que les données collectées est élaborée ;
- un modèle de simulation prenant en compte la part des TIC dans le PIB ainsi que l'impact des TIC dans l'économie est élaboré ;

- un dispositif de mise en œuvre prenant en compte l'organisation de la gestion ainsi que le personnel nécessaire à son fonctionnement est proposé ;
- un mécanisme de suivi-évaluation du modèle est proposé;
- un plan de formation du personnel gérant le modèle est proposé et exécuté.

#### **IV. Délai d'exécution**

La durée globale de la mission est de quatre (04) mois en dehors des délais de réception, d'examen et de validation des livrables par l'Autorité contractante.

#### **V. Livrables attendus**

Aux termes de la mission, il est attendu du soumissionnaire, les livrables suivants :

- un rapport de démarrage et de cadrage ;
- un rapport diagnostic ;
- une base de données dynamique permettant de faire les différentes simulations ;
- un rapport final de l'étude ;
- un manuel d'utilisation du modèle ;
- un mécanisme de suivi-évaluation du modèle ;
- un plan de formation du personnel gérant le modèle ;
- un rapport de formation du personnel gérant le modèle.

#### **VI. Profil du consultant**

Le soumissionnaire devra être un consultant individuel spécialisé dans les domaines de l'économie, de la statistique et de la comptabilité nationale. Il devra justifier d'une expérience avérée dans des études portant sur les travaux d'élaboration des modèles d'équilibre général calculable. Il doit justifier d'un niveau BAC+5 minimum en Sciences économiques avec une spécialisation en modélisation et totaliser au moins 05 ans d'expériences professionnelles. Une bonne connaissance du domaine de l'économie numérique ainsi que dans le domaine de la comptabilité nationale

Il doit avoir réalisé au moins deux (02) marchés similaires en fournissant l'ensemble des justificatifs correspondants. Il devra s'adjoindre du personnel minimum ci-après :

<b>Poste</b>	<b>Nombre minimum</b>	<b>Diplôme/spécialité</b>	<b>Années d'expérience</b>	<b>Nombre de projets similaires au même poste les dix dernières années</b>
Expert ingénieur statisticien ou économiste statisticien	01	BAC + 5 en statistique et justifiant des connaissances avérées en statistiques du secteur de l'économie numérique	05 ans	02
Sociologue	01	(BAC+4) en sociologie justifiant de connaissances avérées en sociologie de l'information et ses effets sur le développement économique et social	05 ans	02

Le consultant devra posséder des aptitudes à établir de bonnes relations de travail, de grandes qualités de communication à l'orale et à l'écrit et maîtriser couramment le français. Il devra en outre satisfaire aux exigences libellées dans le tableau précédent.

Les autres cadres de l'équipe de projet devront avoir de solides connaissances dans le domaine d'élaboration des Matrice de comptabilité sociale/Modèle d'équilibre général calculable (MCS/MEGC) dans un contexte similaire d'un pays en développement et satisfaire aux exigences demandées dans le tableau précédent.

## **VII. Tâches du consultant**

Les activités seront réalisées suivant le contenu ci-dessous décliné :

- ✓ l'élaboration d'une note méthodologique, assortie d'une feuille de route détaillée des différentes étapes du processus ;
- ✓ la participation aux différentes rencontres avec le comité de pilotage ;

- ✓ la paramétrisation du modèle ;
- ✓ l'élaboration de canevas de collecte;
- ✓ l'évaluation des besoins en information;
- ✓ la conduite d'une formation théorique pour les cadres impliqués dans le processus ;
- ✓ la préparation de la structure théorique du modèle ;
- ✓ l'organisation de l'atelier de validation de la base de données de simulation et son utilisation de telle sorte qu'il soit accessible à des non-économistes/statisticiens ;
- ✓ la prise en compte des suggestions de l'atelier, finalisation du modèle et soumission de la version finale au MENPTD.

A la fin de l'expertise, les cadres nationaux auront été formés et l'expert fournira à la DGESS l'outil opérationnel avec son manuel d'utilisation, ainsi que tous les supports techniques utilisés pour la conception du modèle.

## **VIII. Intrants fournis par le bénéficiaire**

Le maître d'ouvrage mettra à la disposition du soumissionnaire retenu les rapports, documents, cartes et données disponibles ;  
L'autorité facilitera également la délivrance d'accréditations dont le bureau d'étude a besoin pour mener à bien ses tâches sur le terrain.

## **IX. Suivi de l'étude**

Le suivi de l'étude sera organisé comme suit :

- Mise en place d'un comité technique de suivi de l'étude

Ce comité sera chargé de valider les étapes de l'étude jusqu'à l'élaboration du rapport final. La mise en place de l'équipe technique de suivi de l'étude se fera par arrêté pris par la structure bénéficiaire.

- Rencontre de cadrage

Après l'acceptation de l'offre technique et financière du cabinet, ce dernier se doit de proposer des outils et une méthodologie qui seront validés lors de la rencontre de cadrage. Cette rencontre sera également l'occasion pour le comité et les consultants d'harmoniser leur point de vue sur la compréhension des termes de référence.

- Atelier d'examen et d'amendement du rapport diagnostic

Après le dépôt du rapport diagnostic, le comité technique de suivi composé au maximum de quinze (15) membres se réunit au plus tard dix (10) jours, en atelier pour examiner, amender et valider le document produit.

- Atelier d'examen et d'amendement du rapport provisoire

Dix (10) jours après le dépôt du rapport provisoire de l'étude, le comité de pilotage se réunit en atelier pour examiner et valider le document produit.

- Atelier de validation technique du rapport final

Deux (02) semaines après le dépôt du rapport final, il sera convoqué une rencontre du comité technique de suivi avec le prestataire pour la validation technique du rapport final de l'étude.

- Validation nationale du rapport de l'étude

La validation nationale du rapport de l'étude se fera à travers un atelier sur convocation de l'autorité contractante.

**NB** : Les différents rapports sont à soumettre dix (10) jours calendaires avant les ateliers de validation. Le consultant doit proposer un résumé de l'étude dans chaque version du rapport.

## **X. Financement**

L'étude sera financée par le projet e-Burkina en sa composante 1.

--- FIN ---